

HANDICAP INTERNATIONAL

Interdire les sous-munitions

Alors que le combat contre les mines antipersonnel commence à porter ses fruits, une coalition d'ONG attire l'attention sur un autre fléau, celui des sous-munitions non explosées.

La première guerre du Golfe (1991) a rappelé l'existence des systèmes d'armes à sous-munitions. Ainsi, ce sont plusieurs millions de sous-munitions (cluster munition) qui furent utilisées pendant ces six semaines de guerre! Depuis 1993, 1.600 personnes ont été tuées et plus de 2.500 blessées par des sous-munitions non explosées. Les sous-munitions non explosées furent la cause directe:

- du décès de 25 militaires et de nombreux blessés américains;
- du décès de 3 militaires et de 23 blessés français.

Durant les cinq dernières années, les nations occidentales ont été impliquées directement ou indirectement dans trois conflits majeurs: la guerre du Kosovo (1999), l'intervention militaire en Afghanistan (2001-2002) et la guerre en Irak (2003). La panoplie complète des armes à sous-munitions fut utilisée lors de

ces hostilités. Nous estimons que près de un million de sous-munitions ont été déversées sur ces pays (cela signifie qu'au moins 50.000 de ces petites bombes se sont transformées en munitions non explosées et peuvent à tout moment exploser). (...)

"Iraqi Freedom"

La section suivante est un extrait d'article de Thomas Frank, publié par The Associated Press, le 23 juin 2003:

"Officiel: des sous-munitions défectueuses ont tué plusieurs centaines d'Irakiens.

Plusieurs centaines, voire des milliers de civils irakiens ont été tués ou mutilés par des armes à sous-munitions américaines défectueuses, car non munies d'un dispositif de sécurité auquel d'autres pays recourent, selon des observateurs ainsi que des sources médiatiques et officielles.

Les armes de dispersion à sous-munitions que les Etats-Unis ont utilisées pendant la guerre en mars et en avril ont disséminé sur les champs de bataille, mais aussi dans les zones civiles voisines, des milliers de munitions destinées à anéantir les troupes irakiennes et leurs systèmes d'armes. Or beaucoup de munitions n'explorent pas à l'impact, et ce dans 16 pour cent des cas, selon les chiffres officiels de l'armée. Sur le terrain, les états-majors rapportent un taux de 'raté' de 40 pour cent. Les munitions non explosées continuent de présenter un risque mortel plusieurs semaines et plusieurs mois après qu'elles aient touché le sol, les civils pouvant alors les ramasser ou marcher dessus par inadvertance. Beaucoup de victimes sont des enfants, comme Ali Mustafa, 4 ans, qui, en avril dernier, a perdu ses yeux suite à l'explosion d'une sous-munition qu'il venait de trouver près de sa maison, à Bagdad, et avec laquelle il jouait. (...)

De la taille d'un flacon et souvent enveloppées de petits rubans, les munitions non

explosées attirent les enfants, qui les prennent pour des jouets.

Ce jour d'avril où Ali Mustafa a perdu ses yeux - dans l'explosion qui a également blessé son frère et un autre camarade - deux autres enfants étaient déjà soignés pour blessures par sous-munition dans le même hôpital de Bagdad que celui où les trois garçons ont été transportés. Ali Hamed, 10 ans, originaire de Bagdad, a eu le ventre déchiqueté et l'intestin perforé suite à l'explosion d'une sous-munition avec laquelle lui et des amis étaient en train de jouer.

Joujoux mortels

Saef Sulaiman, 17 ans, a reçu des éclats de projectiles au bas du dos, après que son jeune frère eut ramené une sous-munition encore active dans leur maison de Bagdad. Saef a raconté que l'explosion avait tué sa soeur de 8 mois, qui était par terre dans le salon. Selon la mère d'Ali Hamed, l'incident qui a blessé son fils a coûté la vie à deux de ses amis. Une petite fille irakienne, qui venait de ramasser une sous-munition, a

eu la vie sauve grâce au sergent Troy Jenkins des forces terrestres, qui la lui a reprise. La sous-munition a ensuite explosé, tuant le sergent Jenkins. (...)"

En juin 2003, des ONG ont créé la Coalition contre les sous-munitions (CMC) et lancé un appel afin d'obtenir:

- Une interdiction, d'utilisation, de production ou de transfert de sous-munitions, tant que les problèmes humanitaires qu'impliquent ces armes n'auront pas été résolus;
- Une augmentation des ressources pour l'assistance aux communautés et individus affectés par les sous-munitions non explosées ou tout autre résidu explosif de guerre;
- Une responsabilité des utilisateurs de sous-munitions et autres munitions devenant des résidus explosifs de guerre, en matière de dépollution, de marquage, de prévention des risques, d'information et d'assistance aux victimes.

Handicap International

www.cmc-international.org

LESERBRIEF

Landesplanung: Theorie und Praxis

In Meysemburg habe das Golfprojekt nur als Vorwand gedient, so die Initiative "Wat fir eng Zukunft fir Lëtzebuerg?" Ziel war die Umgehung landesplanerischer Vorgaben.

Auf 130 Hektar einmaliger, schützenswerter Kulturlandschaft sollen also, nach den Vorstellungen gewisser Vertreter aus Immobilien- und Politikerkreisen, ein Golfplatz sowie eine Siedlung mit 130 Wohnungen für Leute mit gehobenen Ansprüchen entstehen.

Aus dem Wirrwarr von widersprüchlichen Informationen wäre man geneigt, den Schluss zu ziehen, dass in einem Joint-Venture-Klima der geplante Golfplatz sozusagen nur ein Vorwand, das Mega-Immobilien-Projekt dagegen das eigentliche Ziel und die Vetterwirtschaft der Weg zur Verwirklichung des unseligen Projektes ist.

1. Der Vorwand: der geplante Golfplatz

In der Großregion stehen den einheimischen Golfspielern nicht weniger als elf Golfplätze zur Verfügung: Findel, Canach, Junglinster, Gaiachel, Christnach, Clerf, Preisch sowie - etwas weiter entfernt - Saarbrücken, Amnéville, Marly, Durbuy.

Sollte Luxemburg mit seinen 445.000 Einwohnern tatsächlich einen zwölften Golfplatz dringend brauchen, so müsste im Vergleich dazu in Deutschland die Zahl solcher Anlagen auf 2.212 und in Frankreich auf 1.544 erhöht werden. In Wirklichkeit verfügen unsere beiden Nachbarländer augenblicklich nur über 620 bzw. 550 Golfplätze, eine Tatsache, die den in Meysemburg geplanten Unfug wohl zur Genüge entlarvt!

Aus Insiderkreisen ist übrigens bekannt, dass die Golfmanager ganz allgemein mit chronischen finanziellen Engpässen zu kämpfen haben - von hohen Renditen kann wohl kaum die Rede sein. Auch ist es ein offenes Geheimnis, dass unter den oben genannten Anlagen manche nur bis zur Hälfte ausgelastet sind. Woher also das starke Interesse der Baulöwen an einem zusätzlichen Golfplatz?

2. Das eigentliche Ziel: die Wohnsiedlung

Dieses Projekt verletzt aufs gröbste den Geist des kürzlich abgesegneten Leitprogramms in Sachen Landesplanung. Frühere abschreckende Beispiele (siehe: "Brameschaff", "Dippecher Gare" ...) sollten doch eigentlich eine ernsthafte Warnung vor einem Rückfall in die verhängnisvollen Fehler der Vergangenheit sein. Mit anderen Worten: exklusive Wohninseln auf der grünen Wiese

müssten - im Sinne der vielgerühmten Nachhaltigkeit - definitiv der Vergangenheit angehören.

Allerdings sieht die Wirklichkeit ganz anders aus: Während Politiker aller Couleur nicht müde werden, die nachhaltige Entwicklung zu beschwören, und auf dem Papier ihre frommen Wünsche artikulieren, beherrschen die Bauhaie das Gelände und fahren ungehindert fort, ihre profitorientierten und umweltzerstörerischen Projekte zu verwirklichen.

3. Der Weg zum Ziel: die Vetterwirtschaft?

Angesichts der Art und Weise, wie das Projekt Meysemburg (angeblich) zustande kam und in die Schlagzeilen geriet, kann man nur notgedrungen einen dringenden Appell an die Vernunft, das Verantwortungsbewusstsein und die Glaubwürdigkeit der politischen Verantwortlichen richten und dies besonders

im Hinblick auf die bevorstehenden Wahlen.

Meysemburg ist ein Testfall: Damit nicht in Zukunft trotz Landesplanung der Willkür der Baulöwen endgültig Tür und Tor geöffnet sind, muss dieses größenwahnsinnige Unternehmen unbedingt verhindert werden. Alle engagierten, umweltbewussten Bürger und ihre Organisationen, die sich diesem Ziel verschrieben haben, können auf die bedingungslose Unterstützung der Initiativ "Wat fir eng Zukunft fir Lëtzebuerg?" asbl zählen, einer Bürgerinitiative mit landesübergreifendem Charakter, die laut ihren Statuten den Kampf für den Erhalt der Natur und unserer Lebensbedingungen auf ihre Fahnen geschrieben hat.

Initiativ "Wat fir eng Zukunft fir Lëtzebuerg?" asbl

Avis

LA REPRESENTATION PERMANENTE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG AUPRES DE L'UE A BRUXELLES

désire recruter pour le 1er janvier 2004

1 secrétaire (m/f) recruté(e) sur place à durée déterminée

Profil demandé:

- études secondaires ou équivalentes accomplies;
- connaissances approfondies des langues française et anglaise;
- maîtrise parfaite du travail sur ordinateur (traitement de texte et Excel);
- aptitude à travailler de manière indépendante;

- disposé à accepter un horaire travail flexible et de prester des horaires supplémentaires
- Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, de copies des diplômes et d'une photo d'identité sont à adresser pour le 8 décembre 2003 au plus tard au Ministère des Affaires Étrangères, Direction du Budget, des Finances, de l'Administration et du Contrôle financier des missions diplomatiques, 2-4, rue du Palais de Justice, L-1841 Luxembourg qui les transmettra aux fins de sélection à Bruxelles.
- Pour tout renseignement supplémentaire, les candidat(e)s intéressé(e)s voudront

prendre contact au N° de téléphone: 478 – 2418 (Mme Legil).

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ADMINISTRATION DES BATIMENTS PUBLICS DIVISION DES SERVICES SPECIAUX AVIS D'ADJUDICATION

Le **mercredi 10 décembre 2003 à 10:00 heures** du matin, il sera procédé aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg, à l'ouverture des soumissions concernant

les travaux d'installation de climatisation et de production de froid à exécuter dans l'intérêt du Musée d'Histoire Naturelle à Luxembourg

Envergure:

- démontage d'une installation à absorbtion
- Installation de 2 compresseurs (2 x 50 kW)
- Installation de 4 réservoirs à eau glacée
- ca 160 m² canal à ventilation
- ca 320 m tuyauterie d'eau glacée (DN25 – DN100) avec isolation et diverses armatures

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

Le début des travaux est prévu pour le **1er février 2004**.

La durée des travaux est de 40 jours ouvrables.

Les amateurs sont tenus d'introduire leur **candidature écrite** au moins 1 jour ouvrable avant de retirer le dossier de soumission à

- l'Administration des Bâtiments publics
- "Soumissions"
- Boîte Postale 112
- L-2011 Luxembourg

Télécopieur: 46 19 19 – 555

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration au plus tôt le **jeudi 20 novembre 2003**

Les offres qui sont établies sur des bordereaux qui n'ont pas été retirés à l'adresse indiquée ci-avant ne sont pas prises en considération.

Les pièces conformes aux prescriptions des articles 51 à 64 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 et portant l'inscription: **"Soumission pour les travaux de ... dans l'intérêt du Musée d'Histoire Naturelle à Luxembourg."** doivent se trouver aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à Luxembourg, avant l'heure fixée pour l'ouverture.

Luxembourg, le 17 novembre 2003
La Ministre des Travaux publics
Erna Hennicot-Schoepges